



# DIAGNOSTIC SUR LES PRÉCARITÉS RURALES EN ISÈRE

19 NOVEMBRE 2024

Scène d'échanges études observation

## ORIGINE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

---

« Le rural », un territoire moins étudié

Disparité entre territoires urbains et ruraux

Sollicitation des assos en hausses, pas la file active du CD

Compétence action sociale du CD

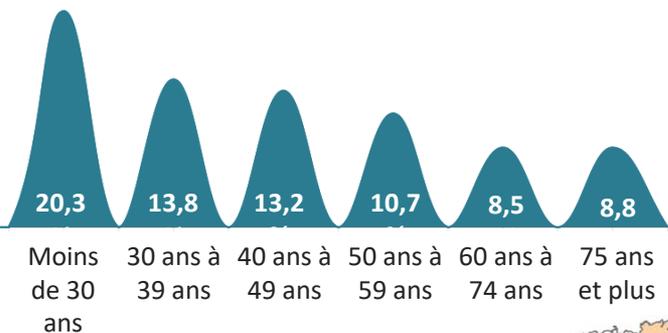
Stratégie + préventive

Impact de la crise sanitaire ?

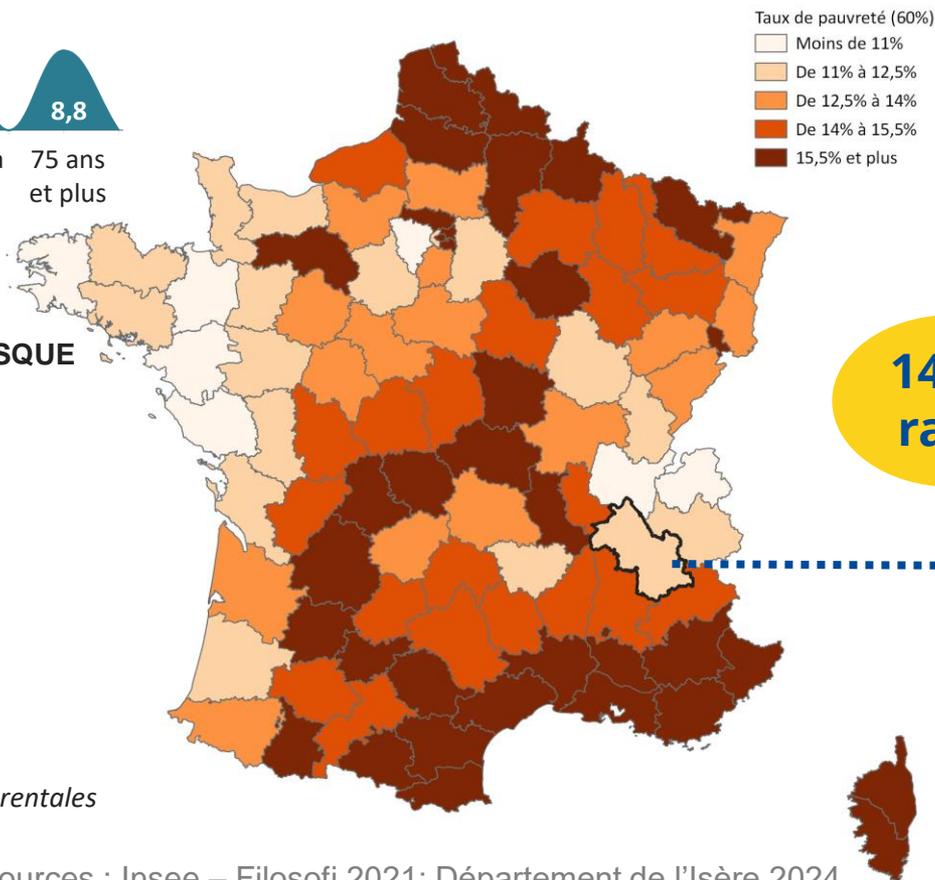
# UNE ENTRÉE PAR LES STATISTIQUES

## LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE EN ISÈRE

### PREMIERS TOUCHÉS : LES JEUNES

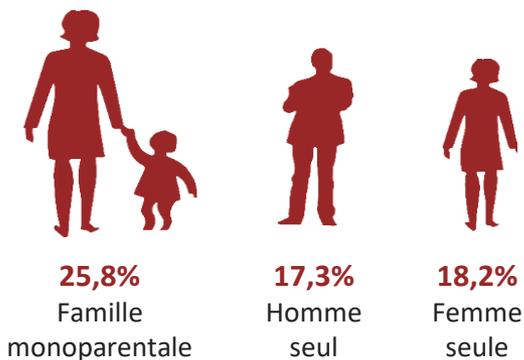


### TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE PAR DÉPARTEMENT



**11,8% DE LA POPULATION SOIT 151 600 INDIVIDUS**

### LES SITUATIONS FAMILIALES À RISQUE



Note de lecture : 25,8% des familles monoparentales se trouvent sous le seuil de pauvreté

**14<sup>ème</sup> rang**

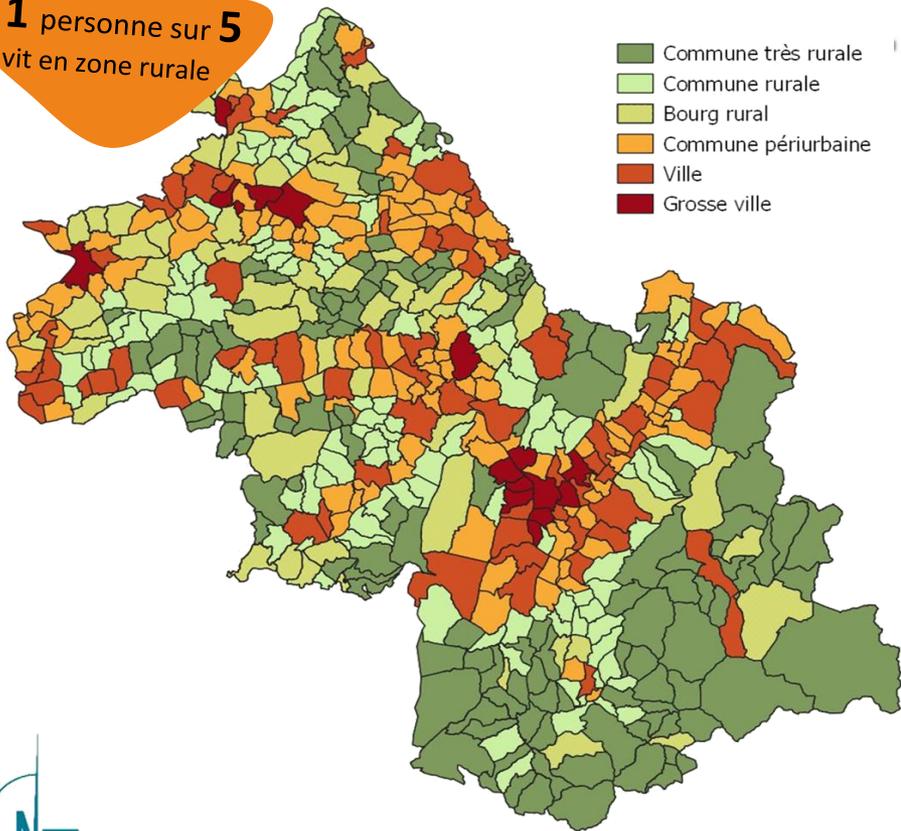
Sources : Insee – Filosofi 2021; Département de l'Isère 2024

# UNE ENTRÉE PAR LES STATISTIQUES



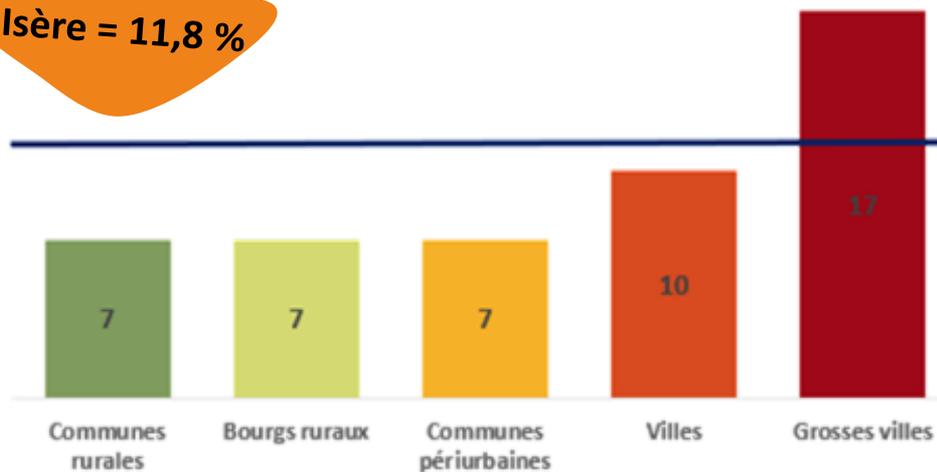
1 personne sur 5 vit en zone rurale

- Commune très rurale
- Commune rurale
- Bourg rural
- Commune périurbaine
- Ville
- Grosse ville



Taux de pauvreté selon la typologie des communes

Isère = 11,8 %



## DES INÉGALITÉS ENTRE LE MILIEU RURAL ET URBAIN



7%  
Communes rurales



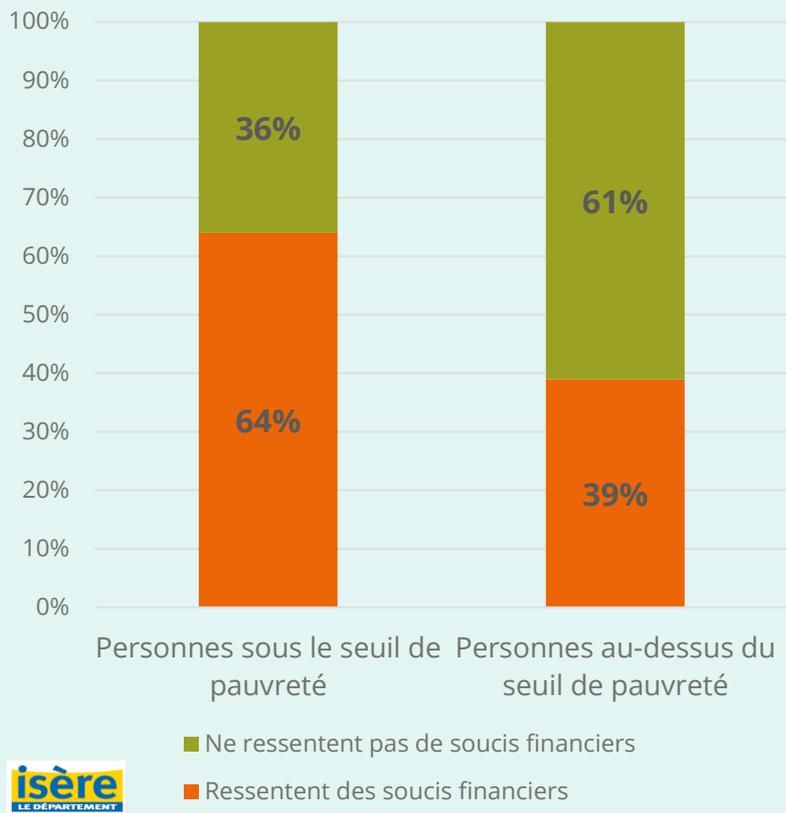
17%  
Grosses villes



# D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR L'INSÉCURITÉ SOCIALE



Quand le ressenti de la pauvreté diffère de la notion objective du seuil de pauvreté (Isère)



Source : Insee- Epicov «Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire »

# UNE COMBINAISON DE MÉTHODES D'OBSERVATION

## Analyses stat

- 1 typologie rural=>urbain
- 1 étude mesurant la précarité économique des communes rurales / stat publique
- 1 analyse du profil des publics accueillis et aidés par l'action sociale départementales
- 1 analyse sur les trajectoires des foyers allocataires RSA depuis 2017

## Enquête Insee

### Note d'analyse

« *Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire* »

Date de publication et conférence de presse le 13 Juillet



## Focus-group de pro

- 45 professionnels ou bénévoles rencontrés (institutionnels et associatifs)
- 33 structures territoriales
- 4 territoires  
TOI, TBV, TSG, TIR
- Des restitutions de l'étude amorcées, des temps de travail dédiés.

## Entretiens habitants

- 80 contacts sur 3 territoires ruraux
- 52 entretiens réalisés**

*Des tournées en maraudes; des présences en permanences; des RV aux CCAS; chez les gens...*

Des personnes fragiles socialement, autour de trois profils : jeunes, retraités et personnes actives

	Actifs	Jeunes	Retraités	Total
Bièvre	5	2	3	10
Oisans	11	3	6	20
Sud Grési	10	8	4	22
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>52</b>

# CONCRÈTEMENT ?



[Chronique de terrain #1](#)  
[Chronique de terrain #2](#)

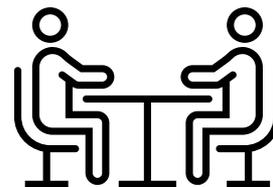
## LES FINS DE MOIS SONT DIFFICILES ? INFLATION, CRISE : QUEL IMPACT SUR VOTRE BUDGET ?

Dans le cadre d'une étude, pilotée par le Département, nous avons besoin de vous !

Pouvez-vous consacrer un moment pour échanger, témoigner sur votre vécu ?



Pour que nous puissions vous contacter, il suffit de :  
→ Donner votre accord et vos coordonnées au professionnel qui vous en parle  
→ OU Flasher le QR code et remplir vos coordonnées

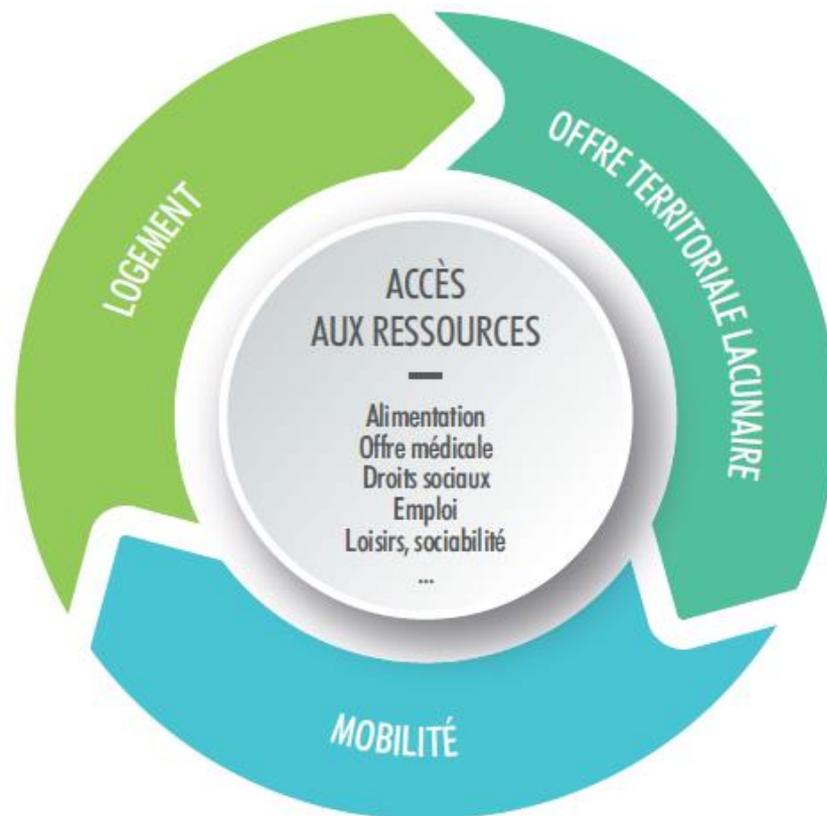


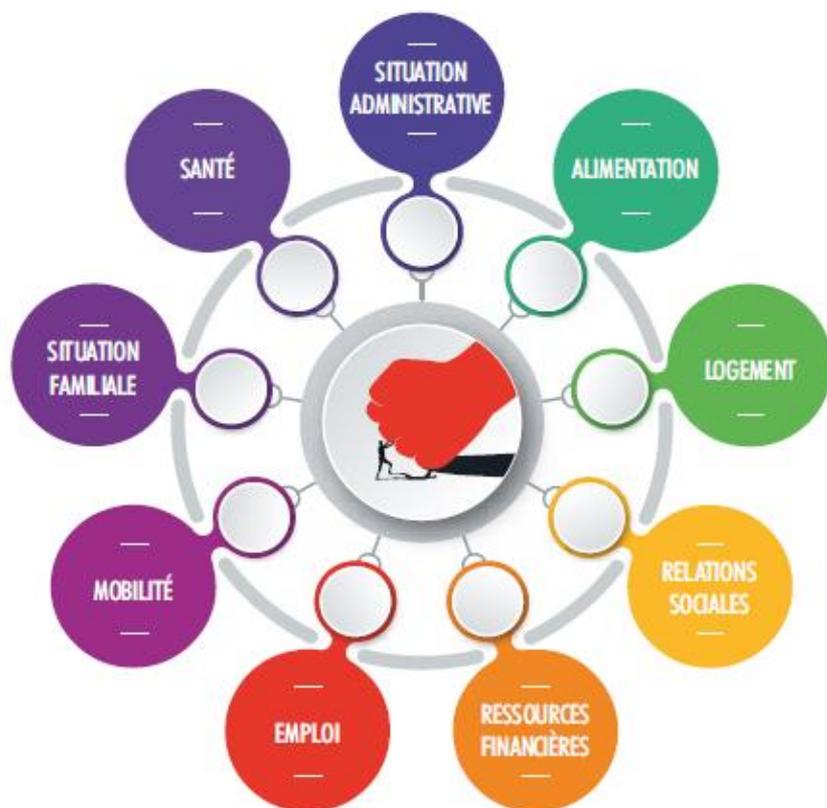
*Distribution alimentaire mobile en Oisans*



## L'accès aux ressources comme problématique centrale

- **Ressources territoriales lacunaires et dispersées**  
Santé, éducation, services publics, commerces...
- **Logement**  
Faiblesse de l'offre financièrement accessible, à proximité des ressources et de bonne qualité thermique
- **Mobilité**  
Offre TC limitée  
Dépendance à la voiture individuelle





## Le poids du territoire : un amplificateur des vulnérabilités sociales

- **Des capacités de résilience limitées**  
Moindres opportunités, réduisant les capacités d'adaptation et d'autonomie des habitants
- **Une surcharge budgétaire**  
Des coûts additionnels liés à l'éloignement et au logement
- **Des vulnérabilités accrues**  
Une exposition plus forte aux difficultés en cas de « coup dur »





### Trajectoires entre débrouille, solidarité informelle et aide institutionnelle



- **La débrouille et la solidarité informelle**  
Une mobilisation de ressources individuelles et collectives pour faire face aux difficultés
- **Les services sociaux du Département, première porte d'entrée ?**  
Dans un contexte de raréfaction des acteurs de proximité, comment se coordonner pour répondre aux besoins
- **Du non-recours à la demande d'aide**  
Une réflexion sur le non-recours et sur le processus de demande d'aide

# UN LIVRABLE + 1 LIVRET DE PORTRAITS + ATELIERS



## PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITE SOCIALE EN ZONES RURALES

APPROCHE PAR LES PARCOURS

### CLARA, 38 ANS, HABITANTE DU SUD-GRESIVAUDAN

« Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! »

**Situation familiale :** Célibataire depuis moins d'un an, vit seule avec ses deux enfants dans un logement du parc privé  
**Statut d'activité :** Travaille en CDI, contrat annualisé de 108h/mois en tant qu'aide à domicile

**Ressources :** Revenu du travail (1300€) + allocations de la CAF (prime d'activité, APL, Allocation familiale) et pension alimentaire (700€) : total d'environ 2000€

**Formes de précarités :** Financière

**Facteurs de bascule dans la précarité :** Séparation de son conjoint, déménagement puis accumulation de découverts

**Historique du recours à l'action sociale :** A fréquenté les restos du cœur il y a une dizaine d'année lors d'une période sans emploi

**Suivi actuel :** Bénéficie de l'aide alimentaire via les restos du cœur

**Ressenti vis-à-vis du suivi :** Satisfaite de la réactivité et de l'adaptabilité des restos du cœur

**Facteurs de sortie de la précarité :** Espère éponger son découvert progressivement, elle pense en revanche être condamnée à la précarité

Clara, 38 ans, est mère de deux enfants de 10 ans et 3 ans. Elle habite dans un village du Sud-Grésivaudan depuis 4 ans et occupe son logement depuis 9 mois. Elle a quitté son conjoint suite à des violences conjugales. Bien que son déménagement ait aggravé sa situation de découvert bancaire, Clara s'estime chanceuse d'avoir trouvé un logement avec 3 chambres à un tel prix et au vu de son statut :

« Quand je me suis séparé, j'ai réussi à avoir cet appartement. Par connaissance et par bouche à oreille, parce qu'avec deux enfants, célibataires et au SMIC, je me suis dit je ne trouverai jamais d'appartement avec trois chambres, on ne voudra jamais me louer. Les HLM il y a je ne sais pas combien d'années d'attente et moi c'était pressé... Et là c'est des amis à ma sœur qui sont propriétaires, c'est tombé qu'il soit libre et qu'ils ont confiance en moi, qu'ils ont bien voulu me le louer, et qu'ils m'ont fait un prix clairement en dessous du marché, donc j'ai de la chance un peu à ce niveau-là »

Clara est aide à domicile depuis 18 ans. Actuellement en CDI, elle travaille 108h par mois et exerce uniquement dans sa commune de résidence car elle ne dispose pas du permis de conduire. Elle commence à le financer via son CPF, mais elle estime qu'elle n'a de toute façon ni le temps pour passer le permis, ni les moyens pour financer un véhicule. Elle se fait donc aider par son père, qui la « trimballe partout » et qui garde parfois ses enfants. Elle effectue aussi des heures supplémentaires et fait des ménages chez une connaissance pour gagner un peu plus d'argent.

Financièrement, en ce moment, « c'est la catastrophe ». Malgré ses activités salariées, elle ne s'en sort pas. « Pour le moral c'est difficile. C'est déprimant. Parce qu'on travaille. Si je

travailais pas je me dirais bon bah tu travailles pas. Mais on bosse, on court dans tous les sens, mais on s'en sort pas quand même ». Ses difficultés l'ont contrainte à se rendre aux restaurants du cœur à Saint-Marcellin. Elle a mis du temps avant de franchir le pas. « Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! » Le déclin est survenu au moment où sa carte bancaire a cessé de fonctionner : « Je me suis fait un peu peur. Le mois dernier j'ai dit il va falloir trouver une solution parce que je vais plus pouvoir acheter à manger en fait, ou payer les factures ». Elle a d'abord essayé de s'en sortir sans demander d'aide, puis a fini par solliciter les restos du cœur, en partie à cause de ses responsabilités familiales : « En fait si je n'avais pas d'enfants je pense que je l'auminis pas fait ». Bien qu'au-dessus des barèmes, les restaurants du cœur ont accepté de l'aider au vu de l'urgence de sa situation.

Quand son père ne l'accompagne pas, Clara se rend à la distribution alimentaire hebdomadaire grâce au système de navette mis en place par le CCAS de sa commune. En dehors de l'aide pour se rendre aux distributions alimentaires, elle bénéficie également de l'aide du CCAS pour ses enfants : cartes de piscine, chèques de rentrée scolaire et chèques pour l'habillement. Elle se rend aussi au secours catholique pour ses propres vêtements. Pour le moment, elle n'a pas sollicité d'accompagnement de la part du département tant par manque de temps qu'en raison de la distance qui la sépare de Saint-Marcellin. Elle se demande tout de même si elle pourrait avoir le droit à une aide financière ponctuelle.

Pour s'en sortir, Clara compte aussi sur d'autres formes de solidarités. Pour elle, tendre la main est aussi important que de recevoir. Elle est inscrite sur un groupe Facebook « Les mamans qui déchirent », où les mères s'échangent des bons plans. De temps à autre, elle aide sa voisine de l'étage du dessus pour ses démarches administratives. Elle aussi se fait parfois aider, comme cette fois où la personne chez qui elle fait des ménages lui a donné une caisse d'abricots, où l'autre où un parfait inconnu l'a amené jusqu'à Grenoble pour un rendez-vous médical.

Malgré ce recours aux aides formelles et informelles, les conséquences de sa situation financière sur son quotidien sont omniprésentes : factures d'électricité en retard, saut de repas fréquents, renoncement à l'achat de lunettes, privation de vacances, de sorties, etc... A ces difficultés matérielles s'ajoute une forte insécurité du quotidien : « Ma grande peur c'est qu'un jour mes propriétaires décident de vendre et que je sois obligée de partir » « la peur qu'il y ait le moindre problème : mon frigo il me lâche je peux pas en racheter un ». Les perspectives d'avenir plus lointaines sont elles aussi sources d'angoisses et la sortie de la précarité semble inatteignable :

« J'ai que 38 ans, mais je me demande même, la retraite que je vais avoir c'est une angoisse quoi. Parce que je ne serai jamais propriétaire. Comment je vais vivre plus tard ? Parce que je veux pas être un poids pour mes enfants » ; « Je ferai n'importe quel autre métier je gagnerai pas beaucoup plus, j'ai pas le bac donc euh... Ça fait 18 ans que je suis dans le soin à la personne, je serai vendeuse c'est pareil, on est au SMIC, donc y'a pas vraiment de solutions quoi. » ; « Je vois pas comment ma vie, financièrement, pourrait aller mieux ».



# ILLUSTRATIONS D'ENSEIGNEMENTS

MAXIME, 20 ANS - VALENTIN, 22 ANS - SUD-GRÉSIVAUDAN



« On n'a pas chauffé cet hiver, quasiment pas. L'été nous coûte plus cher en ventilos que ce que l'hiver nous a coûté en chauffage. »

AURÉLIE, 30 ANS - BIÈVRE



« C'est comme si tout s'était écroulé. Dépression, prise de poids... j'ai failli partir en centre aussi »

SYLVIE, 62 ANS - SUD-GRÉSIVAUDAN



« J'avais honte de mes difficultés, je n'arrivais pas à en parler en dehors des amis. Mes enfants surtout je n'arrivais pas à en parler »

THIERRY, 57 ANS - BIÈVRE



« La précarité j'en ai soupé, ça va basta, je pose les bagages c'est clair comme ça ? »

L'AGENCE  
D'URBANISME DE LA RÉGION GRENOBLOISE

OBSERVER PLANIFIER PROJETER ANIMER PARTAGER

isère  
LE DÉPARTEMENT

ODENORE  
Observatoire des non-recours  
aux droits et services

## Contacts

**Manuel Rossille**, Chargé de mission observation et  
évaluation des politiques publiques

Département de l'Isère  
[manuel.rossille@isere.fr](mailto:manuel.rossille@isere.fr)

**Ludovic Morand**, chargé d'études Cohésion sociale &  
Population

Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise,  
[ludovic.morand@aurg.asso.fr](mailto:ludovic.morand@aurg.asso.fr)

19 NOVEMBRE 2024

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

21 rue Lesdiguières  
38000 Grenoble  
04 76 28 86 00  
[accueil@aurg.asso.fr](mailto:accueil@aurg.asso.fr)  
[www.aurg.fr](http://www.aurg.fr)

